



**KPMG Sénégal S.A.**  
**Avec Conseil d'Administration**  
Immeuble Horizons S.A.  
83, Boulevard de la République  
Dakar – Sénégal

Téléphone : + 221 33 849 27 27  
Télécopie : + 221 33 822 17 02  
NINEA : 22486742 S 3 RC : SN-DKR -2003- B -4225

**MISSION DE REVUE INDEPENDANTE  
DE LA CONFORMITE DE LA PASSATION  
DES MARCHES DES AUTORITES  
CONTRACTANTES AU TITRE DE LA  
GESTION 2013**

**GROUPE III  
MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA  
BONNE GOUVERNANCE, CHARGE DES  
RELATIONS AVEC LES INSTITUTIONS  
RAPPORT DEFINITIF**

ARMP - AUTORITE DE REGULATION  
DES MARCHES PUBLICS  
Rue Alpha Hachamiyou TALL x Kléber BP 11303 Dakar - Sénégal  
*Ce document contient 32 pages (incluant celle-ci)*  
*Réf. NDS/DSDS/OS/2015-07/704*



## SOMMAIRE

<b>SYNTHESE</b>	<b>5</b>
<b>1. CONTEXTE ET OBJECTIFS DE LA MISSION</b>	<b>5</b>
1.1 Contexte	5
1.2 Objectifs de la mission	5
1.2.1 Objectifs spécifiques	5
1.2.2 Etendue des travaux à effectuer	7
<b>2. ENVIRONNEMENT DES MARCHES PUBLICS</b>	<b>8</b>
2.1 Réglementation en vigueur pour l'exercice contrôlé	8
2.1.1 Rappel relatif à la réglementation des marchés publics au Sénégal	8
2.1.1.1 Dispositif institutionnel actuel	9
2.1.2 Principes	12
2.1.2.1 Champ d'application du CMP (article 2 du CMP)	12
2.1.2.2 Seuils de passation de marchés (article 53 du CMP)	12
2.1.3 Procédures	13
<b>3. SYNTHESE DE LA REVUE</b>	<b>14</b>
3.1 Constats relatifs au dispositif institutionnel, à l'organisation et à l'environnement de la passation des marchés	14
3.1.1 Présentation de l'autorité contractante	14
3.1.2 Commission des marchés	14
3.1.3 Cellule de Passation des marchés	14
3.1.4 Production des rapports trimestriels et du rapport annuel	14
3.1.5 Documents de programmation de la préparation des marchés	15
3.1.5.1 Plan de Passation des Marchés	15
3.1.5.2 Avis Général de Passation des Marchés	15
3.1.6 Archivage des dossiers	15
3.1.7 Autres	15
3.2 Constats spécifiques aux marchés examinés	15
3.2.1 Echantillon	15
3.2.2 Rappel des seuils de passation des marchés applicables à l'entité auditée	16
3.2.3 Marchés conclus par AOO	16
3.2.3.1 Marchés supérieurs au seuil de revu de la DCMP	16
3.2.3.2 Marchés inférieurs au seuil de revu de la DCMP	16

3.2.4	<i>Marchés conclus par AOR</i>	17
3.2.5	<i>Marchés de prestations intellectuelles</i>	17
3.2.6	<i>Marchés conclus par DRP</i>	17
3.2.7	<i>Marchés passés par Entente Directe</i>	18
3.2.8	<i>Avenants</i>	18
3.2.9	<i>Evaluation des fractionnements potentiels</i>	18
3.2.10	<i>Marchés ayant fait l'objet d'un recours auprès du Comité de Règlement des Différends de l'ARMP</i>	18
3.3	<i>Constats relatifs à l'exécution financière</i>	18
3.4	<i>Constats relatifs à l'Inspection physique</i>	18
4.	<b>SYNTHESE DES NON CONFORMITES ET RECOMMANDATIONS</b>	19
5.	<b>SUIVI DES RECOMMANDATIONS ANTERIEURES</b>	23
6.	<b>STATISTIQUES DES ANOMALIES</b>	24
7.	<b>ANNEXE</b>	25
7.1	<i>Réponses de l'Autorité Contractante</i>	25
7.2	<i>Réponses du cabinet aux commentaires de l'Autorité Contractante</i>	26

## ABREVIATIONS ET ACRONYMES

PRINCIPALES ABREVIATIONS ET/OU ACRONYMES	APPELATIONS COMPLETES/DETAILS
<b>AC</b>	Autorité Contractante
<b>AGPM</b>	Avis Général de Passation des Marchés
<b>ANO</b>	Avis de non objection
<b>APIX</b>	Agence de Promotion des Investissements et grands travaux
<b>AOO</b>	Appels d'Offre Ouvert
<b>AOR</b>	Appel d'Offre Restreint
<b>ARMP</b>	Autorité de Régulation des Marchés Publics
<b>BL</b>	Bordereau de Livraison
<b>CDC</b>	Caisse de Dépôt et de Consignation
<b>CFAA</b>	Country Financial Accountability Assessment
<b>CFA</b>	Communautés Financières d'Afrique
<b>CM</b>	Commission des Marchés
<b>CMP</b>	Code des Marchés Publics
<b>CNCA</b>	Commission Nationale des Contrats de l'Administration
<b>COA</b>	Code d'Obligation de l'Administration
<b>CPAR</b>	Country Procurement Accountability Review
<b>CPM</b>	Cellule de Passation des Marchés
<b>DAC</b>	Dossier d'Appel à la Concurrence
<b>DAO</b>	Dossier d'Appel d'Offres
<b>DCMP</b>	Direction Centrale des Marchés Publics
<b>DN</b>	Document non obtenu
<b>DRP</b>	Demande de Renseignements et de Prix
<b>ED</b>	Entente Directe
<b>MO</b>	Maître d'Ouvrage
<b>MOD</b>	Maître d'Ouvrage Délégué
<b>N/A</b>	Non applicable
<b>PI</b>	Prestation Intellectuelle
<b>PPM</b>	Plan de Passation des Marchés
<b>PRM</b>	Personne Responsable des Marchés
<b>PV</b>	Procès verbal
<b>SA</b>	Société Anonyme
<b>SIGFIP</b>	Système Intégré de Gestion des Finances Publiques
<b>SN</b>	Société Nationale
<b>SPM</b>	Spécialiste en Passation des Marchés
<b>TDR</b>	Termes de référence
<b>TTC</b>	Toutes Taxes Comprises
<b>TVA</b>	Taxe sur la valeur ajoutée
<b>UEMOA</b>	Union Economique Monétaire Ouest Africaine

## SYNTHESE

### 1. CONTEXTE ET OBJECTIFS DE LA MISSION

#### 1.1 Contexte

Le Gouvernement du Sénégal a réalisé, entre 2002 et 2003, avec l'appui des partenaires au développement, deux (02) exercices d'évaluation :

- ✚ l'un des systèmes de gestion des finances publiques ;
- ✚ l'autre de la passation des marchés publics ;

visant à améliorer la performance de la gestion des finances publiques sénégalaises. Ces exercices ont donné lieu à la production des rapports CFAA - Country Financial Accountability Assessment et CPAR - Country Procurement Accountability Review.

A ces rapports, s'en sont suivies :

- ✚ l'initiation de mesures de réformes budgétaires et la prévision de l'évolution du Code des Marchés Publics ;
- ✚ en 2004, la première mission d'audit à posteriori de la passation de marchés de six (06) ministères clés et celui de huit (08) ministères l'année suivante ;
- ✚ en 2005, la formulation de directives du Conseil des Ministres de l'UEMOA en faveur de l'amélioration harmonisée des systèmes de passation des marchés publics dans l'Union ;
- ✚ la mise en place des nouveaux organes du système de passation de marchés en 2007 ;
- ✚ la promulgation d'un nouveau Code des Marchés Publics en 2011 (Décret N° 2011-1048 du 27 juillet 2011) ;
- ✚ et la généralisation des revues indépendantes de la conformité de la passation des marchés des Autorités Contractantes sous l'impulsion de la nouvelle Autorité de Régulation des Marchés.

La présente mission de revue indépendante s'inscrit dans le cadre de la généralisation précitée.

#### 1.2 Objectifs de la mission

La mission a pour objectif principal, au sein des autorités contractantes citées dans les TDR, de vérifier le processus de passation et d'exécution des marchés conclus entre le 1er Janvier et le 31 décembre 2013, afin de mesurer le degré de respect des dispositions et procédures édictées par le Code des Marchés.

Il s'est agi principalement d'apprécier l'adéquation des procédures de passation des marchés et les modalités de gestion des contrats aux dispositions du CMP pour les dépenses effectuées par lesdites autorités contractantes.

##### 1.2.1 Objectifs spécifiques

La mission comprend **les objectifs spécifiques** suivants :





- ✚ se faire une opinion sur les procédures de passation de marchés adoptées pour les contrats sélectionnés ; **l'opinion doit être fournie individuellement pour chaque autorité contractante** ;
- ✚ vérifier la conformité des procédures aux principes généraux d'économie, efficacité, équité et transparence, édictés par le CMP ;
- ✚ fournir autant que possible, une opinion sur la qualité des contrats, incluant les aspects techniques et économiques ;

- ✚ identifier les cas de non-conformité des procédures avec les directives du CMP, en particulier dans les cas de rejet d'offres moins - disantes, de fractionnement de marchés, de non respect des dispositions préalables à la mise en concurrence, de non respect des éléments constitutifs des cahiers des charges, de non respect des seuils fixés pour les avenants, de non respect des règles de publicité et de communication, etc. ; pour chacune des autorités contractantes, nous apporterons un jugement sur l'acceptabilité de telles situations en regard des dispositions du CMP ;
- ✚ procéder à la revue des plaintes des soumissionnaires pour évaluer l'exhaustivité, l'efficacité et la pertinence de leur traitement par l'autorité contractante et établir le pourcentage des plaintes traitées en conformité avec la réglementation en vigueur ; en ce qui concerne les plaintes finalement soumises au Comité de Règlement des Différends de l'ARMP, nous examinerons aussi le degré d'application (en pourcentage), par l'autorité contractante, des décisions y relatives, de même que la pertinence de ces décisions ;
- ✚ pour les marchés sélectionnés atteignant les seuils de revue de la Direction centrale des Marchés publics (DCMP), examiner la pertinence et la conformité à la réglementation des avis de cette direction ;
- ✚ dégager pour les contrats sélectionnés, les niveaux effectifs de décaissement par rapport au niveau d'exécution ;
- ✚ examiner et évaluer les situations d'attribution de marchés par entente directe : nous passerons en revue l'ensemble des marchés passés par entente directe et déduirons en fin de revue d'une part, les pourcentages en montant et en nombre des marchés de gré à gré par rapport à l'ensemble des marchés passés par l'autorité contractante et, d'autre part, les pourcentages en montant et en nombre des marchés de gré à gré non conformes à la réglementation en vigueur ; nous évaluerons aussi dans toute la mesure du possible la compétitivité des prix proposés dans les marchés par entente directe ;
- ✚ examiner la conformité de l'organisation en matière de passation de marchés et, fournir, au regard des dispositions prévues par le CMP et ses textes d'application, des recommandations en ce qui concerne le fonctionnement et les capacités des commissions internes de marchés, des cellules de passation de marchés et des différents contrôles internes ;
- ✚ examiner les éventuels indices de fraude et de corruption ou d'autres pratiques (manœuvres collusoires, manœuvres restrictives, manœuvres obstructives) telles qu'elles sont définies dans les Directives publiées par la Banque mondiale ;
- ✚ évaluer éventuellement le niveau de prise en compte des recommandations de l'audit précédent et leur application par l'Autorité contractante, ainsi que l'impact éventuel de ces mesures sur les pratiques au niveau de cette autorité ;
- ✚ faire des recommandations pour le futur.

Un expert de l'ARMP a été désigné pour accompagner ponctuellement la mission sur les sites des autorités contractantes afin de faciliter l'introduction du consultant auprès desdites autorités et l'appuyer dans le cadre de la constitution de la documentation.

### 1.2.2 Etendue des travaux à effectuer

Notre mission porte principalement sur :

-  la vérification, au sein des autorités contractantes indiquées à l'annexe 1 des TDR (pour les ministères sont pris en compte, outre les services centraux, les organismes rattachés, soumis à l'application du CMP, indiqué dans les TDR), de l'application des dispositions du CMP dans le cadre de la passation et de l'exécution des marchés quelle soit la source de financement (des ressources internes et ressources externes) de leurs budgets (budget de l'Etat pour les services centraux des ministères ; budget des services rattachés aux ministères, soumis à l'application du CMP ; budget des collectivités locales) ;
-  la formulation de recommandations tant au niveau organisationnel qu'au niveau de la passation et de l'exécution des marchés ;
-  l'organisation des séances de restitution de nos rapports provisoires au niveau de chacune des autorités contractantes concernées ;
-  en fin de mission, assurer à 25 experts de l'ARMP et de la Direction Centrale des Marchés Publics DCMP, une formation de 2 jours sur les pratiques d'audit en matière de passation de marchés. Les sessions de formation seront organisées au siège de chaque institution.

## 2. ENVIRONNEMENT DES MARCHES PUBLICS

### 2.1 Réglementation en vigueur pour l'exercice contrôlé

#### 2.1.1 Rappel relatif à la réglementation des marchés publics au Sénégal

Le Code des Marchés Publics (décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011) fixe les règles régissant la passation, l'exécution et le contrôle des marchés conclus par les autorités contractantes pour répondre à leurs besoins en matière de :

- ✚ réalisation de travaux ;
- ✚ d'achat de fournitures ;
- ✚ d'achat de services ;

Ce décret a été pris en application :

- ✚ de la Directive N° 04/2005/CM/UEMOA du 9 décembre 2005 portant procédures de passation, d'exécution et de règlement des marchés publics et des délégations de service public dans l'Union Économique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) ;
- ✚ de la Directive N° 05/2005/CM/UEMOA du 9 décembre 2005 portant contrôle et régulation des marchés publics et des délégations de service public dans l'Union Économique et Monétaire Ouest Africaine ;
- ✚ des dispositions relatives aux modes de conclusions des contrats administratifs du COA (Code des Obligations de l'Administration), qui résultent de la Loi n°65-51 du 19 juillet 1965, modifiée par la Loi n°2006-16 du 30 juin 2006. C'est ce que prévoit en particulier l'article 23 du COA.

Le contrôle des marchés publics est en outre fondé sur les textes suivants :

- ✚ le décret n° 2005-576 du 22 juin 2005, portant Charte de Transparence et d'Éthique ;
- ✚ le décret n° 2007-546 du 25 avril 2007, portant organisation et fonctionnement de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics ;
- ✚ le décret n° 2007-547 du 25 avril 2007, portant création de la Direction Centrale des Marchés Publics ;
- ✚ les textes subséquents d'application parmi lesquels les arrêtés suivants :
  - Arrêté N° 012783 du 26/12/12 relatif à l'organisation et au fonctionnement des cellules de passation des marchés des autorités contractantes pris en application de l'article 35 du Code des Marchés Publics ;
  - Arrêté N° 012785 du 26/12/12 fixant les seuils de contrôle à priori des dossiers d'appel à la concurrence avant le lancement de la procédure pris en application des dispositions de l'article 140.a du Code des Marchés Publics ;
  - Arrêté N° 012786 du 26/12/12 fixant le nombre et les conditions de désignation des membres des commissions des marchés des Autorités



Contractantes pris en application de l'article 36-1 du Code des Marchés Publics ;

- Arrêté N° 012788 du 26/12/12 fixant le modèle d'engagement des candidats à respecter les dispositions de la Charte de Transparence et d'Éthique en matière de Marchés Publics pris en application de l'article 44-f du Code des Marchés Publics ;
- Arrêté N° 012789 du 26/12/12 relatif aux commandes pouvant être dispensées de forme écrite et donner lieu à règlement sur mémoires ou factures pris en application de l'article 78-3-a du Code des Marchés Publics ;
- Arrêté N° 012790 du 26/12/12 fixant les seuils en dessous desquels il n'est pas requis de garantie de soumission pris en application de l'article 113 du Code des marchés Publics ;
- Arrêté N° 012791 du 26/12/12 pris en application de l'article 114 du Code des Marchés Publics fixant les seuils à partir desquels il est requis une garantie de bonne exécution ;

✚ Ainsi que les circulaires, décisions, résolutions, etc. précisant les modalités d'application du CMP.

#### **2.1.1.1 Dispositif institutionnel actuel**

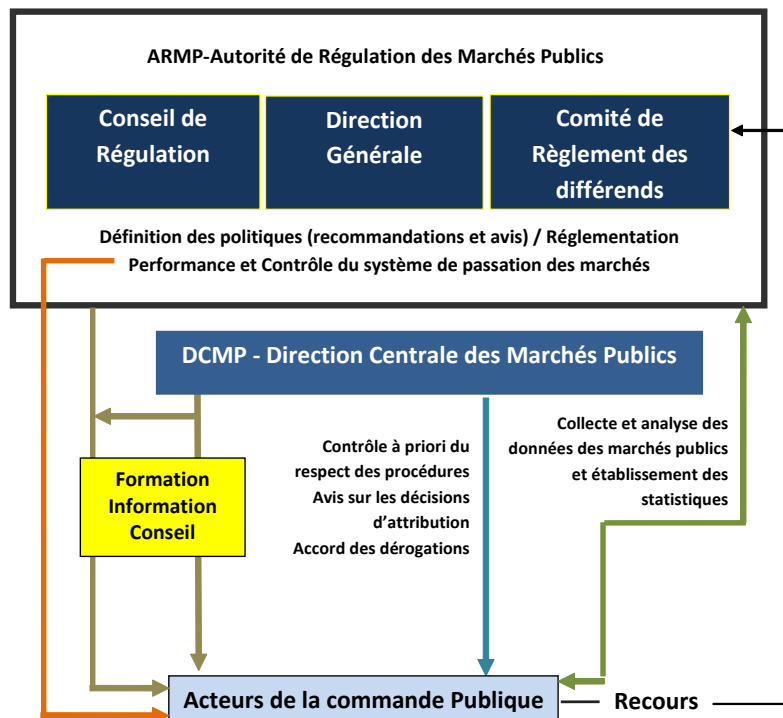
Le dispositif institutionnel mis en place comporte deux (02) structures qui sont l'Autorité de Régulation des Marchés Publics – ARMP et la Direction Centrale des Marchés Publics – DCMP.

✚ l'Autorité de Régulation des Marchés Publics – ARMP

La régulation des marchés publics est assurée par l'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP) qui est une autorité administrative indépendante, rattachée à la Primature. Elle est créée par la loi n° 2006-16 du 30 juin 2006 modifiant le Code des Obligations de l'Administration et est dotée de l'autonomie financière et de gestion. La mission et les attributions de l'ARMP sont définies par le décret n° 2007-546 du 25 avril 2007 portant organisation et fonctionnement de l'ARMP.

Les rôles clés de l'ARMP sont schématisés ci-après :

Figure 1 - Les acteurs institutionnels clés de la commande publique au Sénégal



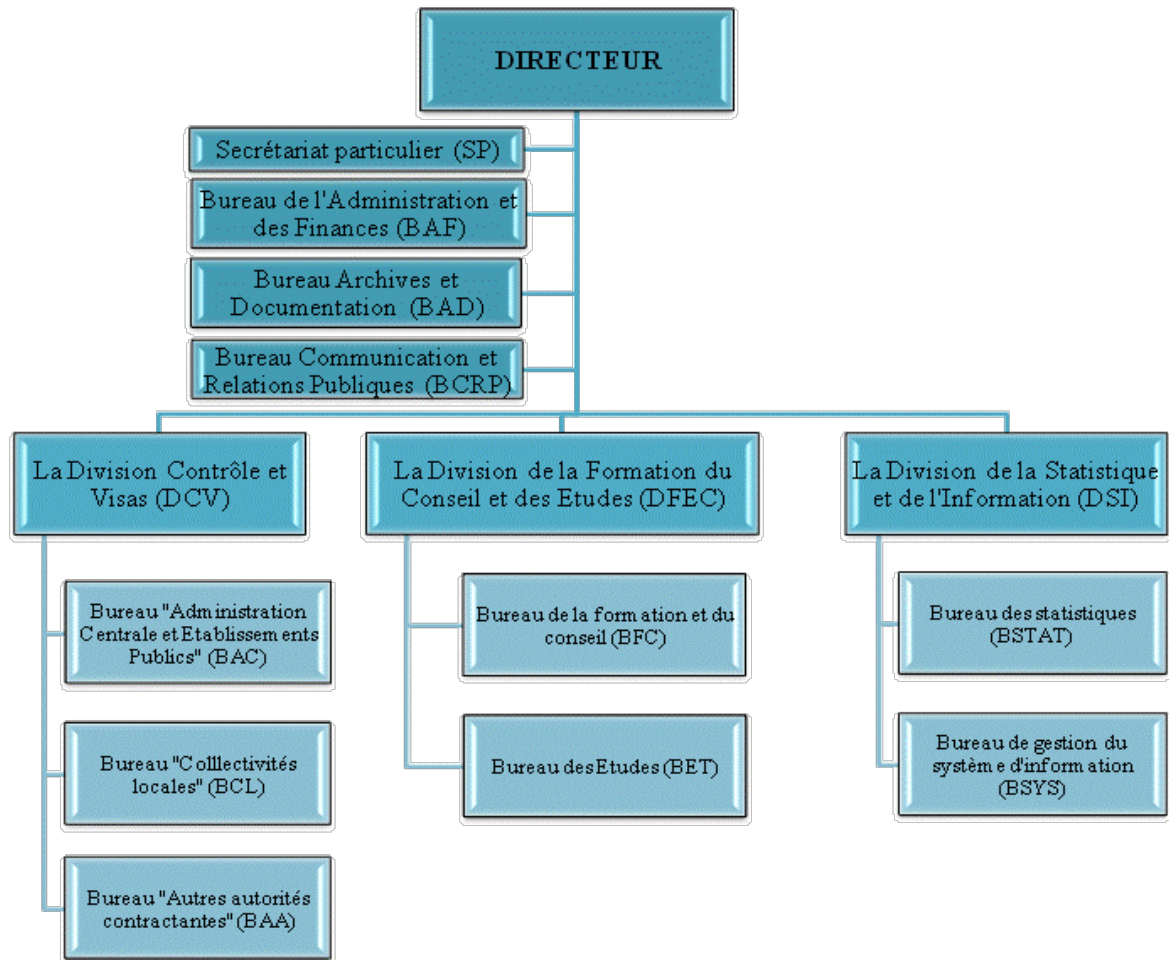
#### ✚ la Direction Centrale des Marchés Publics – DCMP

Le contrôle de la passation des marchés est effectué par la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP).

Créée par le décret n°2007-547 du 25 avril 2007, la DCMP a pour mission :

- ✚ d'assurer le contrôle à priori des procédures de passation et d'attribution des marchés publics ;
- ✚ d'émettre des avis sur les décisions concernant l'attribution des marchés et d'accorder à la demande des autorités contractantes, les autorisations et dérogations nécessaires lorsqu'elles sont prévues par la réglementation ;
- ✚ d'assurer, en relation avec l'Autorité de Régulation des Marchés publics, la formation, l'information et le conseil de l'ensemble des acteurs de la Commande publique sur la réglementation et les procédures applicables ;
- ✚ de contribuer, en relation avec l'Autorité de Régulation des Marchés publics, à la collecte et à l'analyse des données ainsi qu'à l'établissement des statistiques sur les marchés publics.

L'organigramme de la DCMP est présenté ci-dessous :



Ainsi, la DCMP est un acteur majeur du système institutionnel de la passation des marchés.

## 2.1.2 Principes

### 2.1.2.1 Champ d'application du CMP (article 2 du CMP)

Le code des marchés publics s'applique aux marchés conclus par les autorités contractantes suivantes :

- l'Etat, y compris ses services déconcentrés et les organismes non dotés de la personnalité morale placés sous son autorité ;
- les collectivités locales, y compris leurs services déconcentrés et les organismes non dotés de la personnalité morale, placés sous leur autorité, ainsi que les groupements mixtes et les établissements publics locaux visés respectivement par les articles 74 et 327 du Code des collectivités locales ;
- les établissements publics ;
- les agences ou organismes, personnes morales de droit public ou privé, autres que les établissements publics, sociétés nationales ou sociétés anonymes à participation publique majoritaire, dont l'activité est financée majoritairement par l'Etat ou une collectivité locale et s'exerce essentiellement dans le cadre d'activités d'intérêt général ;
- les sociétés nationales et les sociétés anonymes à participation publique majoritaire ;
- les associations formées par les personnes visées aux paragraphes a) à e) ci-dessus.

Les marchés passés par une personne morale de droit public ou privé pour le compte d'une autorité contractante sont soumis aux règles qui s'appliquent, conformément au CMP, aux marchés passés directement par ladite autorité contractante. La délégation des tâches relatives à la passation de marchés concernant la réalisation d'ouvrages ou de projets, doit être effectuée dans les conditions stipulées aux articles 31 à 34 du CMP.

### 2.1.2.2 Seuils de passation de marchés (article 53 du CMP)

Pour l'application des procédures de passation des marchés, il est tenu compte des seuils suivants relatifs à la valeur estimée des marchés, TVA comprises :

SEUILS DE PASSATION DE MARCHES en F CFA				
	Etat / Collectivités locales / Etablissements publics	SN <sup>1</sup> / SA <sup>2</sup> à participation publique majoritaire	Agences et organismes	
			Dotés de la personnalité morale	Non dotés de la personnalité morale
Fournitures	15 000 000	30 000 000	30 000 000	15 000 000
Travaux	25 000 000	50 000 000	50 000 000	25 000 000
Prestations intellectuelles	25 000 000	30 000 000	30 000 000	25 000 000
Services	15 000 000	30 000 000	30 000 000	15 000 000

Les marchés dont les montants sont inférieurs aux seuils ci-dessus font l'objet de Demande de Renseignements et de Prix (DRP) conformément à l'article 78 du CMP.

<sup>1</sup> Sociétés Nationales

<sup>2</sup> Sociétés Anonymes

### 2.1.3 Procédures

Le code des marchés publics prévoit quatre (04) procédures d'appel d'offres à savoir :

- ✚ appel d'offres ouvert (articles 66 à 70 du CMP) ;
- ✚ appel d'offres avec pré-qualification (articles 66 à 70 et 71 du CMP) ;
- ✚ appel d'offres ouvert en deux étapes (articles 66 à 70 et 72 du CMP) ;
- ✚ appel d'offres restreint (articles 66 à 70 et 73 du CMP) ;
- ✚ appel d'offres avec concours (articles 66 à 70 et 75 du CMP).

Toutefois l'appel d'offres ouvert constitue le mode de passation des marchés auquel les autorités contractantes doivent recourir par principe. Il ne peut être dérogé à ce principe que dans les conditions prévues par le CMP.

En effet, le CMP prévoit des procédures spécifiques telles que :

- ✚ l'entente directe qui est applicable dans les cas prévus à l'article 76 du CMP ;
- ✚ la Demande de Renseignements et de Prix (DRP) pour les fournitures, travaux ou services dont la valeur estimée est inférieure aux seuils fixés à l'article 53 du CMP et rappelés au point 3.1.2.3 du présent rapport ;
- ✚ la consultation restreinte pour les marchés de prestations intellectuelles ;
- ✚ les marchés à commande ou marchés de clientèle lorsque l'autorité contractante ne peut déterminer à l'avance le volume et le rythme des commandes de fournitures ou services courants nécessaires à ses besoins.

### **3. SYNTHÈSE DE LA REVUE**

#### **3.1 Constats relatifs au dispositif institutionnel, à l'organisation et à l'environnement de la passation des marchés**

##### **3.1.1 Présentation de l'autorité contractante**

Le Ministère du NEPAD, de l'Intégration Economique Africaine et de la Politique de Bonne Gouvernance a été mis en place par décret N° 2005-1295 du 29 décembre 2005. Il est chargé de préparer et de mettre en œuvre la Politique arrêtée par le Chef de l'Etat en matière de promotion et de réalisation du NEPAD, d'Intégration Economique Africaine et de Bonne gouvernance.

A ce titre, il suit la mise en œuvre du NEPAD, conduit la diffusion de ses objectifs et idéaux et veille à la cohérence des politiques nationales élaborées à cet effet.

Le Ministère du NEPAD, de l'Intégration Economique Africaine et de la Politique de Bonne Gouvernance représente, conformément à ses missions, le Sénégal auprès des institutions du NEPAD et dans les instances compétentes de l'Union africaine (UA), de la Communauté économique des Etat de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA).

Il est aussi responsable de la conception et de la mise en œuvre des politiques visant à renforcer la Bonne gouvernance.

Le Ministère du NEPAD, de l'Intégration économique africaine et de la Politique de Bonne Gouvernance comprend, outre le cabinet et les services rattachés :

- la Direction du NEPAD et de la Politique de Bonne Gouvernance ;
- la Direction de l'Intégration économique africaine ;
- la Direction du Renforcement des Capacités ;
- le Service de l'Administration générale et de l'Equiperment.

##### **3.1.2 Commission des marchés**

Nous n'avons pas reçu l'arrêté portant nomination des membres de la Commission des marchés du Ministère de la Promotion de la Bonne Gouvernance, chargé des Relations avec les Institutions.

##### **3.1.3 Cellule de Passation des marchés**

Nous n'avons pas reçu l'arrêté portant nomination des membres de la Cellule de passation des marchés du Ministère de la Promotion de la Bonne Gouvernance, chargé des Relations avec les Institutions.

##### **3.1.4 Production des rapports trimestriels et du rapport annuel**

Les rapports trimestriels et le rapport annuel ne nous ont pas été fournis. Par conséquent, nous ne pouvons pas nous prononcer quant à leur production et contenu.

### 3.1.5 Documents de programmation de la préparation des marchés

#### 3.1.5.1 Plan de Passation des Marchés

Nous avons reçu le plan de passation des marchés mais nous n'avons pas pu vérifier la date de sa transmission à la DCMP, conformément à l'article 06 du CMP en vigueur qui fixe le délai, au plus tard le 31 janvier de l'année en cours.

#### 3.1.5.2 Avis Général de Passation des Marchés

L'Avis Général de Passation des Marchés a été publié dans le journal « Le Soleil » du 23 Mai 2013. Nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives sur l'AGPM.

#### 3.1.6 Archivage des dossiers

L'archivage des dossiers de marchés fait réellement défaut. En effet, nous avons rencontré beaucoup de difficultés avant d'obtenir les documents de marchés. De plus, aucun dossier mis à notre disposition n'est exhaustif.

#### 3.1.7 Autres

Nous n'avons reçu aucun document attestant de la formation des membres de la Commission des marchés et de la Cellule de passation de marchés afin de nous assurer de leur niveau de maîtrise des procédures de passation de marchés.

## 3.2 Constats spécifiques aux marchés examinés

### 3.2.1 Echantillon

Dans le cadre de nos travaux d'audit, nous avons reçu la liste des marchés exécutés en 2013 par Ministère de la Promotion de la Bonne Gouvernance, chargé des Relations avec les Institutions.

La composition de cette liste ainsi que l'échantillon retenu sont définis dans le tableau ci-dessous :

Modes de passation de marchés	Récapitulatif des marchés passés au titre de la gestion 2013		Échantillon des marchés examinés lors de la présente revue		%	
	Nbre	Montant	Nbre	Montant	Nbre	Montant
<b>Appel d'offres ouvert (AOO)</b>	3	160 793 200	3	160 793 200	100%	100%
<b>Appel d'offres restreint (AOR)</b>	0	0	0	0	0	0
<b>Demande de Renseignements et de Prix (DRP)</b>	28	80 172 061	2	27 888 120	7%	35%
<b>TOTAL</b>	<b>31</b>	<b>240 965 261</b>	<b>5</b>	<b>188 681 320</b>	<b>16%</b>	<b>78%</b>

**Remarques :** nous avons relevé un montant de 27 219 995 FCFA relatif à l'achat de carburant et un montant de 10 998 780 FCFA, relatif au paiement d'honoraire et aux insertions publicitaires.

### 3.2.2 Rappel des seuils de passation des marchés applicables à l'entité auditée

Pour l'application des procédures de passation des marchés, il est tenu compte des seuils suivants relatifs à la valeur estimée des marchés, TVA comprises :

SEUILS DE PASSATION DE MARCHES en F CFA	
Fournitures	15 000 000
Travaux	25 000 000
Prestations intellectuelles	25 000 000
Services	15 000 000

Les marchés dont les montants sont inférieurs aux seuils ci-dessus font l'objet de Demande de Renseignements et de Prix (DRP) conformément à l'article 78 du CMP en vigueur.

### 3.2.3 Marchés conclus par AOO

#### 3.2.3.1 Marchés supérieurs au seuil de revu de la DCMP

Non n'avons pas relevé de marchés atteignant le seuil de revu de la DCMP.

#### 3.2.3.2 Marchés inférieurs au seuil de revu de la DCMP

Nous avons relevé les constats suivants sur les marchés revus.

Sur l'appel d'offres AAO N°01/2013MPBG « Acquisition de véhicules » attribué à :

- 1 CFAO MOTORS pour un montant de 52 200 000 FCFA ;
- 2 CCBM INDUSTRIE pour un montant de 10 600 000 FCFA ;
- 3 SILCAR pour un montant de 50 000 000 FCFA ;
- 4 et MATFORCE pour un montant de 13 300 000 FCFA,

nous avons noté les observations suivantes :

- le rapport d'évaluation de la commission technique n'a pas été mis à notre disposition. Par conséquent, nous n'avons pas pu vérifier si les spécifications techniques décrites dans le cahier des clauses techniques ont été examinées pas la commission technique ;
- le rapport d'évaluation mis à notre disposition n'est pas daté ;
- nous n'avons pas obtenu le PV d'attribution provisoire du marché ;
- seule la réponse de la DCMP sur le rapport d'analyse comparative des offres et le PV d'attribution provisoire a été reçue. Les avis de non objection de la DCMP sur le dossier d'appel d'offres, et sur le projet de marché n'ont pas été mis à notre disposition ;
- nous n'avons reçu aucun document sur l'exécution du marché (titre de créance, attestation de service, bon d'engagement etc.).

**Sur l'appel d'offres : « Acquisition en un lot unique de matériel informatique de bureau », d'un montant de 14 999 000 F CFA TTC, attribué à PICOMEGA :**

- nous n'avons reçu que l'avis d'appel d'offres, le contrat et les documents relatifs à l'exécution (titre de créance, titre de certification, facture etc). Toute la documentation portant sur la procédure de passation de marché, n'a pas été mise à notre disposition. Dans ces conditions, nous n'avons pas pu faire notre revue : **limitation de nos travaux.**



**Sur l'appel d'offres : « Acquisition de mobilier de bureau », d'un montant de 19 694 200 F CFA TTC, attribué à Général Logistics,**

- Nous n'avons reçu que le contrat et les documents relatifs à l'exécution (titre de créance, titre de certification, facture etc). Toute la documentation portant sur la procédure de passation de marché, n'a pas été mise à notre disposition. Dans ces conditions, nous n'avons pas pu faire notre revue : **limitation de nos travaux.**

### **3.2.4 Marchés conclus par AOR**

Nous n'avons pas relevé de marchés passé par appel d'Offres Restreint.

### **3.2.5 Marchés de prestations intellectuelles**

Nous n'avons pas relevé de marchés de prestations intellectuelles.

### **3.2.6 Marchés conclus par DRP**

Nous avons relevé le constat général suivant :

- Nous n'avons pas obtenu la preuve que la DCMP a été informée de l'attribution des DRP conformément à l'article 78 du code des marchés publics.

Nous avons relevé les constats suivants sur les DRP revues.

**Sur la DRP : « Achat de matériels informatiques », attribuée à OUMOU INFORMATIQUE SERVICES, pour un montant de 14 904 580 FCFA,**

- Les lettres d'invitation adressées aux candidats ne sont pas déchargées et nous n'avons pas obtenu le cahier de transmission du courrier pour vérifier la transmission effective de ces lettres.
- Les lettres d'invitation ne sont pas accompagnées de formulaire de soumission, de projet de contrat, de modèle simplifié d'instruction aux soumissionnaires et de bordereau de prix.
- Il est indiqué dans la lettre d'invitation que le dépôt des offres est prévu pour le 03 juin 2013 alors que la lettre est datée du 05 juin 2013. La chronologie des dates est incohérente.
- L'archivage des offres n'est pas exhaustif. Seules les offres de PICOMEGA et @BA.COM sont archivées.
- Les candidats n'ont pas été informés du rejet de leur offre en violation de la circulaire N°0004/PM/CAB/CP4 pour la mise en place de la procédure de demande de renseignement et de prix.
- Il n'y a pas eu de contrat alors que le montant de la DRP impose la rédaction d'un contrat écrit tel que stipulé par l'article 78-3 du CMP en vigueur.

**Sur la DRP : « Acquisition de matériel audiovisuel pour l'unité de montage du Ministère », attribué à PICOMEGA, pour un montant de 12 983 540 Fcfa,**

- Les lettres d'invitation adressées aux candidats ne sont pas déchargées et nous n'avons pas obtenu le cahier de transmission du courrier pour vérifier la transmission effective de ces lettres.
- Les lettres d'invitation ne sont pas accompagnées de formulaire de soumission, de projet de contrat, de modèle simplifié d'instruction aux soumissionnaires et de bordereau de prix.
- Les candidats n'ont pas été informés du rejet de leur offre en violation de la circulaire N°0004/PM/CAB/CP4 pour la mise en place de la procédure de demande de renseignement et de prix.
- Le délai de livraison n'est pas précisé dans le contrat.

**3.2.7 Marchés passés par Entente Directe**

Nous n'avons pas relevé de marchés passés par Entente Directe.

**3.2.8 Avenants**

Nous n'avons pas relevé d'Avenants.

**3.2.9 Evaluation des fractionnements potentiels**

Nous n'avons pas relevé de cas de fractionnement potentiel.

**3.2.10 Marchés ayant fait l'objet d'un recours auprès du Comité de Règlement des Différends de l'ARMP**

Nous n'avons pas relevé de marchés ayant fait l'objet de recours.

**3.3 Constats relatifs à l'exécution financière**

Pour l'appel d'offres AAO N°01/2013MPBG : « Acquisition de véhicules », attribué à CFAO MOTORS, pour un montant de 52 200 000 FCFA, à CCBM INDUSTRIE, pour un montant de 10 600 000 FCFA, à SILCAR pour un montant de 50 000 000 FCFA et à MATFORCE, pour un montant de 13 300 000, nous n'avons pas obtenu les documents relatifs à l'exécution du marché.

Pour les deux autres appels d'offres et DRP, les documents attestant de l'exécution financière des marchés ont été fournis et nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives.

**3.4 Constats relatifs à l'Inspection physique**

Les marchés du Ministère de la Promotion de la Bonne Gouvernance, chargé des Relations avec les Institutions n'ont pas fait l'objet d'une inspection physique.

## 4. SYNTHESE DES NON CONFORMITES ET RECOMMANDATIONS

N° d'ordre	Constats	Recommandations
<b>DISPOSITIF INSTITUTIONNEL</b>		
1	Nous n'avons pas reçu l'arrêté portant nomination des membres de la Commission des marchés du Ministère de la Promotion de la Bonne Gouvernance, chargé des Relations avec les Institutions	Nous recommandons au Ministère de la Promotion de la Bonne Gouvernance, chargé des Relations avec les Institutions, d'assurer l'archivage exhaustif des documents de marchés et de se référer au manuel de classement des documents des marchés élaboré par l'ARMP.
2	Nous n'avons pas reçu l'arrêté portant nomination des membres de la Commission des marchés du Ministère de la Promotion de la Bonne Gouvernance, chargé des Relations avec les Institutions	Nous recommandons au Ministère de la Promotion de la Bonne Gouvernance, chargé des Relations avec les Institutions, d'assurer l'archivage exhaustif des documents de marchés et de se référer au manuel de classement des documents des marchés élaboré par l'ARMP.
3	Les rapports trimestriels et le rapport annuel n'ont pas été mis à notre disposition.	Nous recommandons au Ministère de la Promotion de la Bonne Gouvernance, chargé des Relations avec les Institutions, d'assurer l'archivage exhaustif des documents de marchés et de se référer au manuel de classement des documents des marchés élaboré par l'ARMP.
4	Nous avons relevé un défaut d'archivage des dossiers de marchés.	Nous recommandons au Ministère de la Promotion de la Bonne Gouvernance, chargé des Relations avec les Institutions, d'assurer l'archivage exhaustif des documents de marchés et de se référer au manuel de classement des documents des marchés élaboré par l'ARMP.
<b>AOO</b>		
1	<p><b>Sur l'appel d'offres AAO N°01/2013MPBG : « Acquisition de véhicules », attribué à CFAO MOTORS, pour un montant de 52 200 000 FCFA, à CCBM INDUSTRIE, pour un montant de 10 600 000 FCFA, à SILCAR pour un montant de 50 000 000 FCFA et à MATFORCE, pour un montant de 13 300 000 :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Le rapport d'évaluation de la commission technique n'a pas été mis à notre disposition. Nous n'avons pas pu vérifier si les spécifications techniques décrites dans le cahier des clauses techniques ont été examinées.</li> </ul>	Nous recommandons au Ministère de la Promotion de la Bonne Gouvernance, chargé des Relations avec les Institutions, d'assurer l'archivage exhaustif des documents de marchés et de se référer au manuel de classement des documents des marchés élaboré par l'ARMP.
2	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Nous n'avons pas obtenu le PV d'attribution provisoire du marché.</li> </ul>	Nous recommandons au Ministère de la Promotion de la Bonne Gouvernance, chargé des Relations avec les Institutions, d'assurer l'archivage exhaustif des documents de marchés et de se référer au manuel de classement des documents des marchés élaboré par l'ARMP.

N° d'ordre	Constats	Recommandations
3	- Seule la réponse de la DCMP sur le rapport d'analyse comparative des offres et le PV d'attribution provisoire a été mise à notre disposition. Les avis de non objection de la DCMP sur le dossier d'appel d'offres, et sur le projet de marché n'ont pas été mis à notre disposition.	Nous recommandons au Ministère de la Promotion de la Bonne Gouvernance, chargé des Relations avec les Institutions, d'assurer l'archivage exhaustif des documents de marchés et de se référer au manuel de classement des documents des marchés élaboré par l'ARMP.
4	- Nous n'avons reçu aucun document sur l'exécution de ce marché (titre de créance, attestation de service, bon d'engagement etc.).	Nous recommandons au Ministère de la Promotion de la Bonne Gouvernance, chargé des Relations avec les Institutions, d'assurer l'archivage exhaustif des documents de marchés et de se référer au manuel de classement des documents des marchés élaboré par l'ARMP.
5	<b>Sur l'appel d'offres : « Acquisition en un lot unique de matériel informatique de bureau », d'un montant de 14 999 000 F CFA TTC, attribué à PICOMEGA :</b>  - Nous n'avons reçu que l'avis d'appel d'offres, le contrat et les documents relatifs à l'exécution (titre de créance, titre de certification, facture etc). Toute la documentation portant sur la procédure de passation de marché, n'a pas été mise à notre disposition. Dans ces conditions, nous n'avons pas pu faire notre revue.	Nous recommandons au Ministère de la Promotion de la Bonne Gouvernance, chargé des Relations avec les Institutions, d'assurer l'archivage exhaustif des documents de marchés et de se référer au manuel de classement des documents des marchés élaboré par l'ARMP.
6	<b>Sur l'appel d'offres : « Acquisition de mobilier de bureau », d'un montant de 19 694 200 F CFA TTC, attribué à Général Logistics :</b>  - Nous n'avons reçu que le contrat et les documents relatifs à l'exécution (titre de créance, titre de certification, facture etc). Toute la documentation portant sur la procédure de passation de marché, n'a pas été mise à notre disposition. Dans ces conditions, nous n'avons pas pu faire notre revue.	Nous recommandons au Ministère de la Promotion de la Bonne Gouvernance, chargé des Relations avec les Institutions, d'assurer l'archivage exhaustif des documents de marchés et de se référer au manuel de classement des documents des marchés élaboré par l'ARMP.
<b>DRP</b>		
1	- Nous n'avons pas obtenu la preuve que la DCMP a été informée de l'attribution des DRP conformément à l'article 78 du code des marchés publics.	Nous recommandons au Ministère de la Promotion de la Bonne Gouvernance, chargé des Relations avec les institutions, d'appliquer les dispositions de l'article 78 et d'informer la DCMP de l'attribution de toutes les DRP.

N° d'ordre	Constats	Recommandations
2	<p><b>Sur la DRP : « Achat de matériels informatiques », attribuée à OUMOU INFORMATIQUE SERVICES, pour un montant de 14 904 580 FCFA,</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Les lettres d'invitation adressées aux candidats ne sont pas déchargées et nous n'avons pas obtenu le cahier de transmission du courrier pour vérifier la transmission effective de ces lettres.</li> </ul>	Nous recommandons au Ministère de la Promotion de la Bonne Gouvernance, chargé des Relations avec les institutions de faire matérialiser la réception des lettres d'invitation par les candidats consultés.
3	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Les lettres d'invitation ne sont pas accompagnées de formulaire de soumission, de projet de contrat, de modèle simplifié d'instruction aux soumissionnaires et de bordereau de prix.</li> </ul>	Nous recommandons au Ministère de la Promotion de la Bonne Gouvernance, chargé des Relations avec les institutions, d'utiliser le dossier type de demande de renseignements et de prix, élaboré et diffusé par l'ARMP.
4	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Il est indiqué dans la lettre d'invitation que le dépôt des offres est prévu pour le 03 juin 2013 alors que la lettre est datée du 05 juin 2013. La chronologie des dates est incohérente.</li> </ul>	Nous recommandons au Ministère de la Promotion de la Bonne Gouvernance, chargé des Relations avec les institutions, de veiller à la cohérence des dates et de produire les documents en temps réel.
5	<ul style="list-style-type: none"> <li>- L'archivage des offres n'est pas exhaustif. Seules les offres de PICOMEGA et @BA.COM sont archivées.</li> </ul>	Nous recommandons au Ministère de la Promotion de la Bonne Gouvernance, chargé des Relations avec les institutions, d'utiliser le dossier type de demande de renseignements et de prix, élaboré et diffusé par l'ARMP.
6	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Les candidats n'ont pas été informés du rejet de leur offre en violation de la circulaire N°0004/PM/CAB/CP4 pour la mise en place de la procédure de demande de renseignement et de prix.</li> </ul>	Nous recommandons au Ministère de la Promotion de la Bonne Gouvernance, chargé des Relations avec les institutions, d'informer les candidats non retenus du rejet de leurs offres conformément au circulaire N°0004/PM/CAB/CP
7	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Cette DRP n'a pas fait l'objet de contrat alors que le montant de la DRP impose la rédaction d'un contrat écrit tel que stipulé par l'article 78-3 du CMP en vigueur.</li> </ul>	Nous recommandons au Ministère de la Promotion de la Bonne Gouvernance, chargé des Relations avec les institutions, de rédiger un contrat pour toutes les DRP atteignant le seuil, ceci conformément à l'article 78-3 du CMP en vigueur.
8	<p><b>Sur la DRP : « Acquisition de matériel audiovisuel pour l'unité de montage du Ministère », attribué à PICOMEGA, pour un montant de 12 983 540 Fcfa,</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Les lettres d'invitation adressées aux candidats ne sont pas déchargées et nous n'avons pas obtenu le cahier de transmission du courrier pour vérifier la transmission effective de ces lettres.</li> </ul>	Nous recommandons au Ministère de la Promotion de la Bonne Gouvernance, chargé des Relations avec les institutions de faire matérialiser la réception des lettres d'invitation par les candidats consultés.

N° d'ordre	Constats	Recommandations
9	- Les lettres d'invitation ne sont pas accompagnées de formulaire de soumission, de projet de contrat, de modèle simplifié d'instruction aux soumissionnaires et de bordereau de prix.	Nous recommandons au Ministère de la Promotion de la Bonne Gouvernance, chargé des Relations avec les institutions, d'utiliser le dossier type de demande de renseignements et de prix, élaboré et diffusé par l'ARMP.
10	- Les candidats n'ont pas été informés du rejet de leur offre en violation de la circulaire N°0004/PM/CAB/CP4 pour la mise en place de la procédure de demande de renseignement et de prix.	Nous recommandons au Ministère de la Promotion de la Bonne Gouvernance, chargé des Relations avec les institutions, d'informer les candidats non retenus du rejet de leurs offres conformément au circulaire N°0004/PM/CAB/CP
11	- Le délai de livraison n'est pas précisé dans le contrat.	Nous recommandons au Ministère de la Promotion de la Bonne Gouvernance, chargé des Relations avec les institutions, de préciser le délai de livraison dans le contrat ou à défaut sur la lettre d'invitation.

## **5. SUIVI DES RECOMMANDATIONS ANTERIEURES**

Le Ministère de la Promotion de la Bonne Gouvernance, chargé des Relations avec les institutions n'a pas fait l'objet de revue de ces marchés pour les gestions antérieures.

## 6. STATISTIQUES DES ANOMALIES

Marchés / Anomalies	Appels d'offres ouverts	Demandes de renseignements et de prix	Total	Statistiques des anomalies
Le rapport technique n'a pas été obtenu	1		3	33%
Le Pv d'attribution n'a pas été obtenu	1		3	33%
Les réponses de la DCMP sur le DAO et le projet de marché n'ont pas été obtenues	2		3	66%
Les lettres d'invitation ne sont pas déchargées		2	28	7%
Les DRP attribuées n'ont pas été communiquées à la DCMP		28	28	100%
Les lettres d'invitation ne sont pas accompagnées d'un formulaire de soumission, de projet de contrat, de modèle simplifié d'instruction aux soumissionnaires et de bordereau de prix		2	28	7%
La chronologie des dates n'est pas respectée		1	28	4%
Les candidats ne sont pas informés du rejet de leur offre		2	28	7%
Les délais de livraison ne sont pas précisés		1	28	4%
Les dossiers de marché ne sont pas exhaustifs	3	28	31	100%



## 7. ANNEXE

### 7.1 Réponses de l'Autorité Contractante

N° d'ordre	Constats	Recommandations	Commentaires du Ministère de la Promotion de la Bonne Gouvernance
<b>DISPOSITIF INSTITUTIONNEL</b>			
1	Nous n'avons pas reçu l'arrêté portant nomination des membres de la Commission des marchés du Ministère de la Promotion de la Bonne Gouvernance, chargé des Relations avec les Institutions	Nous recommandons au Ministère de la Promotion de la Bonne Gouvernance, chargé des Relations avec les Institutions, d'assurer l'archivage exhaustif des documents de marchés et de se référer au manuel de classement des documents des marchés élaboré par l'ARMP.	L'arrêté portant nomination des membres de la commission des marchés existe et est disponible à notre niveau. Toutefois je tiens à vous signaler que la difficulté de retrouver ces documents s'explique par le fait du déménagement du Ministère de l'immeuble fayçal à liberté 6.
2	Nous n'avons pas reçu l'arrêté portant nomination des membres de la Commission des marchés du Ministère de la Promotion de la Bonne Gouvernance, chargé des Relations avec les Institutions	Nous recommandons au Ministère de la Promotion de la Bonne Gouvernance, chargé des Relations avec les Institutions, d'assurer l'archivage exhaustif des documents de marchés et de se référer au manuel de classement des documents des marchés élaboré par l'ARMP.	Les arrêtés portant nomination des membres de la commission des marchés et membres de la cellule de passation des marchés existent et est disponible à notre niveau. Toutefois je tiens à vous signaler que la difficulté de retrouver ces documents s'explique par le fait du déménagement du Ministère de l'immeuble fayçal à liberté 6.
3	Les rapports trimestriels et le rapport annuel n'ont pas été mis à notre disposition.	Nous recommandons au Ministère de la Promotion de la Bonne Gouvernance, chargé des Relations avec les Institutions, d'assurer l'archivage exhaustif des documents de marchés et de se référer au manuel de classement des documents des marchés élaboré par l'ARMP.	Le déménagement des locaux du Ministère de l'immeuble Fayçal à Liberté 6 a entraîné la perte de certains documents de marchés dont l'arrêté sus cité. Il s'y ajoute que le département est dépourvu d'un spécialiste de l'archivage.
4	Nous avons relevé un défaut d'archivage des dossiers de marchés.	Nous recommandons au Ministère de la Promotion de la Bonne Gouvernance, chargé des Relations avec les Institutions, d'assurer l'archivage exhaustif des documents de marchés et de se référer au manuel de classement des documents des marchés élaboré par l'ARMP.	Le déménagement des locaux du Ministère de l'immeuble Fayçal à Liberté 6 a entraîné la perte de certains documents de marchés dont l'arrêté sus cité. Il s'y ajoute que le département est dépourvu d'un spécialiste de l'archivage.

## 7.2 Réponses du cabinet aux commentaires de l'Autorité Contractante

N° d'ordre	Constats	Recommandations	Commentaires du Ministère de la Promotion de la Bonne Gouvernance
<b>DISPOSITIF INSTITUTIONNEL</b>			
1	Nous n'avons pas reçu l'arrêté portant nomination des membres de la Commission des marchés du Ministère de la Promotion de la Bonne Gouvernance, chargé des Relations avec les Institutions	Nous recommandons au Ministère de la Promotion de la Bonne Gouvernance, chargé des Relations avec les Institutions, d'assurer l'archivage exhaustif des documents de marchés et de se référer au manuel de classement des documents des marchés élaboré par l'ARMP.	<p>L'arrêté portant nomination des membres de la commission des marchés existe et est disponible à notre niveau. Toutefois je tiens à vous signaler que la difficulté de retrouver ces documents s'explique par le fait du déménagement du Ministère de l'immeuble fayçal à liberté 6.</p> <p><b>Avis du cabinet KPMG</b> Cet arrêté n'a pas été mis à notre disposition. Nous maintenons notre recommandation.</p>
2	Nous n'avons pas reçu l'arrêté portant nomination des membres de la Commission des marchés du Ministère de la Promotion de la Bonne Gouvernance, chargé des Relations avec les Institutions	Nous recommandons au Ministère de la Promotion de la Bonne Gouvernance, chargé des Relations avec les Institutions, d'assurer l'archivage exhaustif des documents de marchés et de se référer au manuel de classement des documents des marchés élaboré par l'ARMP.	<p>Les arrêtés portant nomination des membres de la commission des marchés et membres de la cellule de passation des marchés existent et est disponible à notre niveau. Toutefois je tiens à vous signaler que la difficulté de retrouver ces documents s'explique par le fait du déménagement du Ministère de l'immeuble fayçal à liberté 6.</p> <p><b>Avis du cabinet KPMG</b> Cet arrêté n'a pas été mis à notre disposition. Nous maintenons notre recommandation.</p>
3	Les rapports trimestriels et le rapport annuel n'ont pas été mis à notre disposition.	Nous recommandons au Ministère de la Promotion de la Bonne Gouvernance, chargé des Relations avec les Institutions, d'assurer l'archivage exhaustif des documents de marchés et de se référer au manuel de classement des documents des marchés élaboré par l'ARMP.	<p>Le déménagement des locaux du Ministère de l'immeuble Fayçal à Liberté 6 a entraîné la perte de certains documents de marchés dont l'arrêté sus cité.</p> <p>Il s'y ajoute que le département est dépourvu d'un spécialiste de l'archivage.</p> <p><b>Avis du cabinet KPMG</b> Nous maintenons notre recommandation.</p>

N° d'ordre	Constats	Recommandations	Commentaires du Ministère de la Promotion de la Bonne Gouvernance
4	Nous avons relevé un défaut d'archivage des dossiers de marchés.	Nous recommandons au Ministère de la Promotion de la Bonne Gouvernance, chargé des Relations avec les Institutions, d'assurer l'archivage exhaustif des documents de marchés et de se référer au manuel de classement des documents des marchés élaboré par l'ARMP.	Le déménagement des locaux du Ministère de l'immeuble Fayçal à Liberté 6 a entraîné la perte de certains documents de marchés dont l'arrêté sus cité. Il s'y ajoute que le département est dépourvu d'un spécialiste de l'archivage.  <b>Avis du cabinet KPMG</b> Nous maintenons notre recommandation.

N° d'ordre	Constats	Recommandations	Commentaires du Ministère de la Promotion de la Bonne Gouvernance
<b>AOO</b>			
1	<p><b>Sur l'appel d'offres AAO N°01/2013MPBG : « Acquisition de véhicules », attribué à CFAO MOTORS, pour un montant de 52 200 000 FCFA, à CCBM INDUSTRIE, pour un montant de 10 600 000 FCFA, à SILCAR pour un montant de 50 000 000 FCFA et à MATFORCE, pour un montant de 13 300 000 :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Le rapport d'évaluation de la commission technique n'a pas été mis à notre disposition. Nous n'avons pas pu vérifier si les spécifications techniques décrites dans le cahier des clauses techniques ont été examinées.</li> </ul>	<p>Nous recommandons au Ministère de la Promotion de la Bonne Gouvernance, chargé des Relations avec les Institutions, d'assurer l'archivage exhaustif des documents de marchés et de se référer au manuel de classement des documents des marchés élaboré par l'ARMP.</p>	<p>Le rapport d'analyse comparative des offres en question est disponible.</p> <p><b><u>Avis du cabinet KPMG</u></b>                      Ce rapport n'a pas été mis à notre disposition. Nous maintenons notre recommandation.</p>
2	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Nous n'avons pas obtenu le PV d'attribution provisoire du marché.</li> </ul>	<p>Nous recommandons au Ministère de la Promotion de la Bonne Gouvernance, chargé des Relations avec les Institutions, d'assurer l'archivage exhaustif des documents de marchés et de se référer au manuel de classement des documents des marchés élaboré par l'ARMP.</p>	<p>Le PV d'attribution provisoire en question est disponible.</p> <p><b><u>Avis du cabinet KPMG</u></b>                      Ce PV n'a pas été mis à notre disposition. Nous maintenons notre recommandation.</p>

N° d'ordre	Constats	Recommandations	Commentaires du Ministère de la Promotion de la Bonne Gouvernance
3	<ul style="list-style-type: none"> <li>Seule la réponse de la DCMP sur le rapport d'analyse comparative des offres et le PV d'attribution provisoire a été mise à notre disposition. Les avis de non objection de la DCMP sur le dossier d'appel d'offres, et sur le projet de marché n'ont pas été mis à notre disposition.</li> </ul>	Nous recommandons au Ministère de la Promotion de la Bonne Gouvernance, chargé des Relations avec les Institutions, d'assurer l'archivage exhaustif des documents de marchés et de se référer au manuel de classement des documents des marchés élaboré par l'ARMP.	<p>Le seuil de revue à priori de la DCMP sur le dossier d'appels d'offres étant fixé à 150 000 000 F CFA, l'autorité contractante n'est pas tenue de soumettre le DAO à la DCMP pour revue si ce seuil n'est pas atteint.</p> <p><b><u>Avis du cabinet KPMG</u></b>  Lors de nos échanges avec nos interlocuteurs, nous avons été informés que le DAO a été soumis à la DCMP pour revue. C'est pourquoi nous avons demandé la lettre matérialisant la réponse de la DCMP. De plus, l'article 140 prévoit que « <i>La Direction chargée du contrôle des marchés publics peut également donner un avis sur les dossiers que lui soumettent spontanément les autorités contractantes</i> » et ceci quelque soit le montant.</p>
4	<ul style="list-style-type: none"> <li>Nous n'avons reçu aucun document sur l'exécution de ce marché (titre de créance, attestation de service, bon d'engagement etc.).</li> </ul>	Nous recommandons au Ministère de la Promotion de la Bonne Gouvernance, chargé des Relations avec les Institutions, d'assurer l'archivage exhaustif des documents de marchés et de se référer au manuel de classement des documents des marchés élaboré par l'ARMP.	<p>Ces documents existent.</p> <p><b><u>Avis du cabinet KPMG</u></b>  Nous n'avons par reçu les documents d'exécution. Nous maintenons notre recommandation.</p>
5	<p><b>Sur l'appel d'offres : « Acquisition en un lot unique de matériel informatique de bureau », d'un montant de 14 999 000 F CFA TTC, attribué à PICOMEGA :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Nous n'avons reçu que l'avis d'appel d'offres, le contrat et les documents relatifs à l'exécution (titre de créance, titre de certification, facture etc). Toute la documentation portant sur la procédure de passation de marché, n'a pas été mise à notre disposition. Dans ces conditions, nous n'avons pas pu faire notre revue.</li> </ul>	Nous recommandons au Ministère de la Promotion de la Bonne Gouvernance, chargé des Relations avec les Institutions, d'assurer l'archivage exhaustif des documents de marchés et de se référer au manuel de classement des documents des marchés élaboré par l'ARMP.	<p>Je précise qu'en sus des documents précités, sont disponibles les PV d'ouverture et d'attribution, le rapport d'analyse, et les offres des candidats.</p> <p><b><u>Avis du cabinet KPMG</u></b>  Nous n'avons par reçu les documents cités. Nous maintenons notre recommandation.</p>

N° d'ordre	Constats	Recommandations	Commentaires du Ministère de la Promotion de la Bonne Gouvernance
6	<p><b>Sur l'appel d'offres : « Acquisition de mobilier de bureau », d'un montant de 19 694 200 F CFA TTC, attribué à Général Logistics,</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Nous n'avons reçu que le contrat et les documents relatifs à l'exécution (titre de créance, titre de certification, facture etc). Toute la documentation portant sur la procédure de passation de marché, n'a pas été mise à notre disposition. Dans ces conditions, nous n'avons pas pu faire notre revue.</li> </ul>	<p>Nous recommandons au Ministère de la Promotion de la Bonne Gouvernance, chargé des Relations avec les Institutions, d'assurer l'archivage exhaustif des documents de marchés et de se référer au manuel de classement des documents des marchés élaboré par l'ARMP.</p>	<p>Je précise qu'en sus des documents précités, sont disponibles les PV d'ouverture et d'attribution, le rapport d'analyse, et les offres des candidats.</p> <p><b><u>Avis du cabinet KPMG</u></b>  Nous n'avons par reçu les documents d'exécution. Nous maintenons notre recommandation.</p>
<b>DRP</b>			
1	<ul style="list-style-type: none"> <li>Nous n'avons pas obtenu la preuve que la DCMP a été informée de l'attribution des DRP conformément à l'article 78 du code des marchés publics.</li> </ul>	<p>Nous recommandons au Ministère de la Promotion de la Bonne Gouvernance, chargé des Relations avec les institutions, d'appliquer les dispositions de l'article 78 et d'informer la DCMP de l'attribution de toutes les DRP.</p>	<p><b><u>Avis du cabinet KPMG</u></b>  Aucune réponse reçue du Ministère de la Promotion de la Bonne Gouvernance.</p>
2	<p><b>Sur la DRP : « Achat de matériels informatiques », attribuée à OUMOU INFORMATIQUE SERVICES, pour un montant de 14 904 580 FCFA,</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Les lettres d'invitation adressées aux candidats ne sont pas déchargées et nous n'avons pas obtenu le cahier de transmission du courrier pour vérifier la transmission effective de ces lettres.</li> </ul>	<p>Nous recommandons au Ministère de la Promotion de la Bonne Gouvernance, chargé des Relations avec les institutions de faire matérialiser la réception des lettres d'invitation par les candidats consultés.</p>	<p><b><u>Avis du cabinet KPMG</u></b>  Aucune réponse reçue du Ministère de la Promotion de la Bonne Gouvernance.</p>
3	<ul style="list-style-type: none"> <li>Les lettres d'invitation ne sont pas accompagnées de formulaire de soumission, de projet de contrat, de modèle simplifié d'instruction aux soumissionnaires et de bordereau de prix.</li> </ul>	<p>Nous recommandons au Ministère de la Promotion de la Bonne Gouvernance, chargé des Relations avec les institutions, d'utiliser le dossier type de demande de renseignements et de prix, élaboré et diffusé par l'ARMP.</p>	<p><b><u>Avis du cabinet KPMG</u></b>  Aucune réponse reçue du Ministère de la Promotion de la Bonne Gouvernance.</p>

N° d'ordre	Constats	Recommandations	Commentaires du Ministère de la Promotion de la Bonne Gouvernance
4	- Il est indiqué dans la lettre d'invitation que le dépôt des offres est prévu pour le 03 juin 2013 alors que la lettre est datée du 05 juin 2013. La chronologie des dates est incohérente.	Nous recommandons au Ministère de la Promotion de la Bonne Gouvernance, chargé des Relations avec les institutions, de veiller à la cohérence des dates et de produire les documents en temps réel.	Cette erreur est due à la saisie. Etant donné qu'une vérification n'a pas été faite on a pas pu la corriger.  <b><u>Avis du cabinet KPMG</u></b> Nous maintenons notre recommandation
5	- L'archivage des offres n'est pas exhaustif. Seules les offres de PICOMEGA et @BA.COM sont archivées.	Nous recommandons au Ministère de la Promotion de la Bonne Gouvernance, chargé des Relations avec les institutions, d'utiliser le dossier type de demande de renseignements et de prix, élaboré et diffusé par l'ARMP.	<b><u>Avis du cabinet KPMG</u></b> Aucune réponse reçue du Ministère de la Promotion de la Bonne Gouvernance.
6	- Les candidats n'ont pas été informés du rejet de leur offre en violation de la circulaire N°0004/PM/CAB/CP4 pour la mise en place de la procédure de demande de renseignement et de prix.	Nous recommandons au Ministère de la Promotion de la Bonne Gouvernance, chargé des Relations avec les institutions, d'informer les candidats non retenus du rejet de leurs offres conformément au circulaire N°0004/PM/CAB/CP	<b><u>Avis du cabinet KPMG</u></b> Aucune réponse reçue du Ministère de la Promotion de la Bonne Gouvernance.
7	- Cette DRP n'a pas fait l'objet de contrat alors que le montant de la DRP impose la rédaction d'un contrat écrit tel que stipulé par l'article 78-3 du CMP en vigueur.	Nous recommandons au Ministère de la Promotion de la Bonne Gouvernance, chargé des Relations avec les institutions, de rédiger un contrat pour toutes les DRP atteignant le seuil, ceci conformément à l'article 78-3 du CMP en vigueur.	Cette DRP a fait l'objet de contrat. Toutefois, je voudrais attirer votre attention sur le fait que cette prestation ne pouvait être payée par le trésor sans le contrat. Cependant, comme nous l'avons évoqué précédemment, le déménagement a entraîné la perte de nombreux de nos documents.  <b><u>Avis du cabinet KPMG</u></b> Nous n'avons pas reçu le contrat. Nous maintenons notre recommandation.

N° d'ordre	Constats	Recommandations	Commentaires du Ministère de la Promotion de la Bonne Gouvernance
8	<p><b>Sur la DRP : « Acquisition de matériel audiovisuel pour l'unité de montage du Ministère », attribué à PICOMEGA, pour un montant de 12 983 540 Fcfa,</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Les lettres d'invitation adressées aux candidats ne sont pas déchargées et nous n'avons pas obtenu le cahier de transmission du courrier pour vérifier la transmission effective de ces lettres.</li> </ul>	Nous recommandons au Ministère de la Promotion de la Bonne Gouvernance, chargé des Relations avec les institutions de faire matérialiser la réception des lettres d'invitation par les candidats consultés.	Nous prenons acte de cette observation.
9	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Les lettres d'invitation ne sont pas accompagnées de formulaire de soumission, de projet de contrat, de modèle simplifié d'instruction aux soumissionnaires et de bordereau de prix.</li> </ul>	Nous recommandons au Ministère de la Promotion de la Bonne Gouvernance, chargé des Relations avec les institutions, d'utiliser le dossier type de demande de renseignements et de prix, diffusé par la DCMP.	<p>Nous prenons acte de cette observation.</p> <p>Toutefois, le projet de contrat, à ce stade de la procédure nous paraît prématuré dès lors que le co-contractant n'est pas encore identifié.</p> <p><b><u>Avis du cabinet KPMG</u></b> Nous vous recommandons de vous référer au dossier type de DRP diffusé par la DCMP.</p>
10	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Les candidats n'ont pas été informés du rejet de leur offre en violation de la circulaire N°0004/PM/CAB/CP4 pour la mise en place de la procédure de demande de renseignement et de prix.</li> </ul>	Nous recommandons au Ministère de la Promotion de la Bonne Gouvernance, chargé des Relations avec les institutions, d'informer les candidats non retenus du rejet de leurs offres conformément au circulaire N°0004/PM/CAB/CP	Nous prenons acte de cette observation.
11	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Le délai de livraison n'est pas précisé dans le contrat.</li> </ul>	Nous recommandons au Ministère de la Promotion de la Bonne Gouvernance, chargé des Relations avec les institutions, de préciser le délai de livraison dans le contrat ou à défaut sur la lettre d'invitation.	<p>Dans la pratique, la livraison intervient après émission du titre de créance.</p> <p>Etant entendu que ce document est émis par les services du MEFP après contrôle, il nous est difficile de préciser le délai de livraison dans le contrat dès lors que nous n'avons aucune maîtrise sur le temps de séjour du dossier au MEFP.</p> <p><b><u>Avis du cabinet KPMG</u></b> Nous maintenons notre recommandation.</p>